

Situation économique et financière en Israël

*La pandémie covid combinée aux accords d'Abraham et à la guerre en Ukraine ont paradoxalement conforté la position d'Israël en renforçant son contrôle sur deux facteurs stratégiques : **la gestion des données et la maîtrise de l'énergie**. Les services numériques, très demandés pendant les périodes de confinement, dominent le commerce extérieur du pays et les réserves de gaz deviennent non seulement un facteur d'interdépendance régionale mais peut-être aussi de lien avec l'UE.*

Israël qui n'applique aucune sanction de nature économique contre la Russie et dont les approvisionnements en céréales, charbon ou diamants en provenance des pays de la mer Noire n'étaient pas vitaux, peut continuer à se positionner comme un pivot économique au Proche Orient. Toutefois le nouveau gouvernement fait face à plusieurs vents contraires, tant en raison des réactions intérieures et extérieures à sa politique qu'en raison de facteurs globaux comme les difficultés de la « High Tech ».

1. Des indicateurs économiques bien orientés mais...

L'économie a rattrapé rapidement les pertes liées à la pandémie de Covid

La croissance 2021, réévaluée plusieurs fois à la hausse, a été de 8,2%. En 2022, elle a été de 6,5%.

Le chômage est revenu à 4,4 % de la population active. Israël connaît de nouveau le plein emploi. 100 000 emplois seraient vacants, mais le secteur de la high tech, 10 % des effectifs, connaît un réalignement important. Son salaire mensuel moyen de 8 500 euros (plus de 2 fois la moyenne nationale) stagne, désormais les levées de fonds deviennent difficiles, les capitalisations boursières baissent et l'arrivée d'une nouvelle équipe gouvernementale très conservatrice et religieuse inquiète ce milieu traditionnellement très bi-national qui est le moteur de l'économie

Le commerce extérieur reste largement bénéficiaire de même que les échanges courants dont l'excédent représente 3,5% du PIB. Cette performance est entièrement due au secteur de la haute technologie (services à forte valeur ajoutée) qui totalise désormais plus de 50 % des exportations de biens et services (l'an dernier déjà les exportations israéliennes de services avaient dépassé celles des biens) ; le fort développement des exportations de gaz israélien vers l'Egypte devrait limiter un peu le déficit du pays.

Avec un peu moins de 10 millions d'habitants, l'économie d'Israël (PIB de 475 Mds USD) est la deuxième de la région après celle de l'Arabie Saoudite et son poids est supérieur à celui de toutes les économies des pays voisins (Egypte, Liban, Jordanie, Syrie).

Des indicateurs financiers favorables

Une très forte progression des recettes fiscales (+20% en 2020, largement liée à un marché de l'immobilier très actif avec des prix en hausse de 19% sur un an et des prêts bancaires de +15% sur 2021) a amené un excédent budgétaire ; il est actuellement de 0,5% du PIB. Cette performance conduit à une baisse du ratio de dette /PIB, de 71 % en 2020 à 69 % en 2021, cette tendance devrait s'accélérer.

La poursuite des excédents extérieurs a deux impacts déjà bien établis :

- Le maintien à haut niveau des réserves de la Banque d'Israël à environ 190 Mds USD. Une partie de ces sommes est placée sur des titres d'entreprises.

la poursuite de la hausse du shekel, 3,35 ILS pour 1 EUR fin 2022 contre 4,05 il y a 3 ans qui limite l'inflation importée sans nuire à la compétitivité des exportations qui sont des services à haute valeur ajoutée. La haute technologie a été jusque là une des sources de la hausse du shekel. Elle a attiré en 2021 un montant record d'investissements étrangers, avec plus de 22 Mds USD sur les 25,6 Mds qui ont irrigué ce secteur. Néanmoins une baisse de régime est perceptible depuis le début 2022 (on parle de 13 Mds USD d'IDE en 2022 et les estimations pour 2023 sont de l'ordre de 5 Mds seulement). C'est un effet colatéral, notamment, de la hausse des taux d'intérêts américain. Les difficultés mondiales de l'économie « high Tech » devraient avoir des conséquences négatives en Israël, d'ores et déjà l'emploi ralenti nettement dans ce secteur prospère et l'affaiblissement du shekel est perceptible depuis février 2023.

- [Le retour de l'inflation \(5,1% en 2022\)](#)

Les autorités pensent revenir à des niveaux plus faibles en 2023 (3 ou 4%) mais la baisse du shekel pourrait remettre cet objectif en question, tout comme certaines dépenses budgétaires.

La banque d'Israël a toutefois déjà augmenté 7 fois son taux de base en un an ; il est passé de 0,1 à 4,25% et elle travaille sur l'hypothèse d'un taux à 3,5% dans un an.

Cette hausse a des effets sociaux en raison de l'endettement immobilier des ménages et la banque d'Israël essuie déjà des critiques.

2. Un début de bascule géographique

L'après Covid fait ressortir les mêmes forces et faiblesses structurelles qu'avant la crise, mais voit aussi se confirmer des inflexions de nature géostratégique, liées à la mise en œuvre des accords d'Abraham, ou de nature organisationnelle, liées à l'urbanisation et à la densification croissantes du pays.

[Dualité économique israélienne : les succès numériques alimentent un coût de la vie qui accentue la pauvreté](#)

Outre la robustesse de la high tech (10% des emplois, 15,4 % du PIB et plus de 5 % des exportations), Israël peut compter sur d'importantes marges de manœuvre financières, une capacité à adapter très vite sa politique conjoncturelle et une supervision bancaire très prudente - ce n'est qu'en 2022 qu'a été lancée la première banque en ligne du pays. Le ralentissement important du marché immobilier devrait offrir aux banques un répit car leurs fonds propres commençaient à devenir insuffisants pour garantir de nouveaux prêts.

Les points faibles restent les mêmes :

- Le faible taux de chômage (4,4%) coexiste avec un faible niveau de participation au marché du travail (62%), pénalisé par le retrait des hommes ultra-orthodoxes et des femmes arabes. Le taux de pauvreté national est au-dessus de 20% et, combiné à une hausse généralisée du coût de la vie (Israël est le 3^{ème} pays le plus cher au monde selon l'OCDE), il constitue un des défis sociaux du pays.
- Le déséquilibre entre la production de logements et la demande, qui se traduit par des prix très élevés et un marché de la location étroit et coûteux (des prix similaires à ceux de Hong Kong) mais en baisse.

- Une croissance démographique forte de 2% par an, qui a des effets visibles en termes de congestion urbaine (au moins 1 point de PIB perdu chaque année pour le pays le plus embouteillé de l'OCDE).
- La persistance de la question palestinienne qui s'envenime.

Inflexions de postures à la fois nationales et régionales

A l'intérieur, le très vaste programme de transports en commun par rail ferait sortir le pays de la prédominance routière. Le projet du métro de Tel Aviv (démarrage fin 2024, première phase chiffrée à plus 50 Mds EUR) est le plus important de la région. Les intérêts français dans ce domaine sont très importants et couvrent toute la chaîne de la mobilité.

A l'extérieur, le pays poursuit l'idée d'une prudente intégration régionale. Quatre tendances illustrent cette inflexion :

- L'activisme diplomatique régional qui pourrait souffrir de nouvelles orientations se décline en accords de portée économique (sommet du Néguev, accord énergie/eau avec la Jordanie, accord visant à densifier les relations commerciales avec l'Égypte, accord de libre échange avec les EAU, accord maritime avec le Liban).
- La mise en œuvre des « accords d'Abraham » met en évidence à ce jour les principaux résultats avec les EAU et, dans une moindre mesure, le Maroc..
- Enfin **l'importance du gaz naturel** dans les connexions régionales. Les exportations israéliennes assurent près de 80% des besoins jordaniens et 10% des besoins de l'Égypte qui dépend de plus en plus du gaz israélien pour maintenir ses exportations par méthaniers. Le règlement d'une partie du différend maritime avec le Liban devrait permettre d'intensifier les exportations de gaz israélien à horizon de 2 ans.